

L'Arménie face à un certain enclavement géopolitique

samedi 1er mars 2008, par [Florence MARDIROSSIAN](#), [Gérard-François DUMONT](#), [Serge SARKISIAN](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Florence MARDIROSSIAN](#), [Gérard-François DUMONT](#), [Serge SARKISIAN](#), **L'Arménie face à un certain enclavement géopolitique**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 1er mars 2008.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Serge Sarkisian (Parti républicain, HHK) a remporté l'élection présidentielle qui se déroulait en Arménie le 19 février 2008, recueillant 53,17% des suffrages, soit la majorité absolue dès le premier tour du scrutin. Il était précédemment Premier ministre de la république d'Arménie. Cet entretien a été conduit à Erevan le 29 juin 2007, alors qu'il était encore Premier ministre. Il apporte un éclairage important sur cette personnalité et la nouvelle situation politique dans le Caucase.

Le diploweb.com remercie le Recteur Gérard-François Dumont et Florence Mardirossian de l'autoriser à mettre ici en ligne cet entretien publié dans le n°17 de la revue *Géostratégiques*, 4e trimestre 2007 (pp. 261-273).

SOUS LA TUTELLE de Moscou jusqu'en 1991, [l'Arménie](#) était une république de l'URSS intégrée géopolitiquement à cette Union. Depuis, les conditions de l'implosion soviétique et les événements survenus, à commencer par la guerre du Haut-Karabakh (1992-1994), placent l'Arménie face à un certain enclavement géopolitique. Après la « révolution des roses » de 2003, la Géorgie ne cesse de rompre les amarres avec la Russie et multiplie ses liens avec la Turquie comme le symbolise le pipe-line BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan en Turquie) qui contourne l'Arménie. En proposant en juin 2007 des alternatives au projet de bouclier américain, Poutine a rappelé l'importance stratégique de l'Azerbaïdjan. De son côté, l'Union européenne rêve d'une intégration régionale dans ces pays au sud du Caucase, intégration régionale dont même un début de frémissement est totalement invisible sur le terrain. Ainsi les frontières de la Turquie avec l'Arménie sont-elles fermées, celles de l'Arménie avec l'Azerbaïdjan également alors que, depuis le cessez-le-feu de 1994 au sujet du conflit du Haut-Karabakh, les négociations ont si peu avancé que la décision a été prise en juin 2007 de les suspendre pour de longs mois. La frontière de l'Arménie avec la Géorgie apparaît ouverte, mais toute visite sur le terrain montre qu'elle n'est qu'entrouverte. Finalement la seule (et assez courte) frontière incontestablement ouverte semble celle avec l'Iran, unique pays limitrophe avec lequel l'Arménie entretient des relations diplomatiques normales. De leur côté, les États-Unis renforcent leur présence en Géorgie et n'acceptent de financer certains projets de développement arméniens que s'ils constatent des améliorations démocratiques.

Ces quelques éléments suffisent à comprendre tout l'intérêt d'un entretien réalisé le 29 juin 2007 avec le Premier ministre de l'Arménie, dont beaucoup pensent alors qu'il a de fortes probabilités d'être élu président de la république en 2008. Ce qui est effectivement le cas le 19 février 2008.

Cet entretien conduit par le recteur Gérard-François Dumont, professeur à la Sorbonne, Président de la revue *Population & Avenir* et auteur notamment du livre de référence *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations* (Paris, Ellipses, 2007) et Florence Mardirossian, spécialiste du sud Caucase, s'est déroulé au siège du gouvernement, en plein centre d'Erevan. Le bureau du Premier ministre, où ne manque ni le drapeau de [l'Arménie](#) sur pied, ni une carte de la région derrière un rideau que l'on tire lorsque cela est nécessaire, donne sur la place de la République, plutôt soviétique dans sa forme, mais arménienne par l'intérêt architectural de bâtiments (musée, ministère des Affaires étrangères, hôtel Marriott, poste) en tuf ocre et rose.

Entretien

Florence Mardirossian : Monsieur le Premier ministre, les Etats-Unis, notamment à travers leur programme de financement du développement intitulé le Millenium Challenge (MC) ont déclaré que si les prochaines élections présidentielles de 2008 en Arménie ne sont pas considérées par la communauté internationale plus démocratiques que les dernières élections législatives, ils arrêteront de financer le programme du MC. Ne considérez-vous pas cette déclaration comme une ingérence américaine dans les affaires internes de l'Arménie ?

Serge Sarkisian : Non, je ne pense pas qu'il s'agisse d'ingérence dans les affaires internes du pays. C'est une approche directe. Je crois que c'est la règle du jeu. [Si vous recevez de l'argent, la manière dont cet argent doit être dépensé est soumise à conditions et je pense que cette exigence est justifiée](#). Mais ceux qui tiennent de tels propos doivent comprendre que les élections sont, en priorité, une nécessité pour le peuple arménien. Il ne s'agit pas de plaire ou déplaire au gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Nous voulons un pays normal, nous voulons vivre dans un pays normal.

Florence Mardirossian : Comparons avec la Géorgie. Nous avons rencontré le Country Director du MC en Géorgie et lui avons posé la même question : les Etats-Unis vont-ils arrêter le MC en Géorgie si les prochaines élections ne sont pas jugées assez démocratiques. Il nous a répondu à plusieurs reprises qu'il n'avait jamais envisagé que les élections en Géorgie ne soient pas démocratiques, alors que plusieurs responsables de l'opposition géorgienne nous ont livré des éléments factuels mettant en évidence des insuffisances démocratiques non négligeables. Il y a peut-être, au-delà de la réalité, un déficit d'image de l'Arménie par rapport à la Géorgie. Si c'est le cas, comment l'expliquez-vous ?

Serge Sarkisian : Je n'ai jamais ressenti de discrimination de la communauté internationale à notre égard. Si les Géorgiens pensent que la communauté internationale les traite mieux qu'elle ne le fait de l'Arménie, je les laisse libres de cette analyse. Au début des années 1990, l'Arménie était perçue par une large partie de l'opinion internationale comme un « îlot de démocratie » parmi les anciennes républiques soviétiques. Nous sommes un cas unique. Je vais vous donner un exemple : lorsque l'Union soviétique a implosé, en Arménie les anciens dirigeants ne sont pas restés au gouvernement, [ce qui n'était pas le cas dans les autres républiques].

Lorsque des conditions sont posées, qu'il s'agisse de celles imposées par le Millenium Challenge ou par la famille européenne, il ne faut pas y voir une promesse de sanction. Il s'agit seulement d'un préalable. Si vous voulez entrer dans la famille européenne, il faut remplir un certain nombre de conditions. C'est à nous qu'il revient d'apprécier si ces conditions nous conviennent et de nous y soumettre pour entrer dans la famille. C'est la même chose pour le Millenium Challenge : vous voulez recevoir de l'argent, vous devez vous plier à certaines conditions. Il n'en va pas de même pour les organisations de cinq à six personnes qui viennent évaluer notre pays.

A votre avis, pourquoi l'Union soviétique s'est-elle effondrée ? Il y a plusieurs raisons fondamentales à cela, en dehors des facteurs économiques, et entre autres raisons, le complexe du « grand frère » et du « petit frère ». Je ne veux pas me trouver dans la situation où certains pays se percevraient comme des « grands frères et traiteraient d'autres pays en « petits frères ».

Florence Mardirossian : En Arménie, on constate un phénomène très curieux : des responsables politiques du Haut-Karabakh deviennent ensuite des responsables politiques à Erevan. Pouvez-vous donc nous l'expliquer ?

Serge Sarkisian : Ceci peut paraître étrange et surprenant. Sans doute, par manque d'information la situation n'est-elle pas clairement comprise de tous. Je ne pense pas que la majorité des dirigeants, en France, en Allemagne ou en Grande Bretagne, sont nés dans les capitales. Le Haut-Karabakh fait partie du patrimoine culturel ancestral de l'Arménie. Pour quelle raison les personnes originaires du Haut-Karabakh devraient-elles subir une discrimination ? Pourquoi devrions-nous les traiter différemment ?

Gérard-François Dumont : C'est notre difficulté à comprendre : vous semblez dire que le Haut-Karabakh fait partie de l'Arménie, mais en même temps le Haut-Karabakh a déclaré son indépendance en 1991.

Serge Sarkisian : Je ne crois pas que cela devrait vous poser de difficulté car cette situation résulte d'un compromis d'intérim. Si vous posez la question aux habitants du Haut-Karabakh, plus de 90% d'entre eux vous diront que la bonne décision serait de rejoindre l'Arménie. Imaginons que le Karabakh soit un Etat dont l'indépendance est reconnue par une majorité de pays. Force est de constater que le Karabakh est plus petit que l'Arménie. Supposons qu'un membre du gouvernement du Karabakh prenne des fonctions officielles, ici à Erevan. Que se passerait-il alors ? C'est la même nation, où est la différence ?

Florence Mardirossian : En 1991, le Haut-Karabakh a proclamé son indépendance et non pas son unification avec l'Arménie. Et l'incompréhension de la communauté internationale, et peut-être de la partie azerbaïdjanaise, est qu'ils pensent que le Haut-Karabakh n'évolue pas vers une véritable indépendance, mais vers un rapprochement avec l'Arménie.

Serge Sarkisian : Où est la différence pour l'Azerbaïdjan ? Je pense que ce qui devrait importer à l'Azerbaïdjan c'est que le Haut-Karabakh ne souhaite pas lui être rattaché. Peut-être que mon exemple n'est pas très à-propos, mais imaginons une situation dans laquelle un homme et une femme veulent divorcer. L'un s'y oppose pour la seule raison que l'autre veut se remarier. Si je m'apprêtais à divorcer de ma femme, est-ce que je devrais me soucier qu'elle se remarie ou demeure célibataire ?

Florence Mardirossian : Faisons la comparaison avec le Kosovo et Chypre. La communauté internationale soutient l'indépendance du Kosovo du fait que l'Albanie n'est pas intervenue dans ce processus et qu'il n'est pas question que le Kosovo rejoigne l'Albanie. Sans parler de ce que pense la partie azerbaïdjanaise, peut-être la communauté internationale se dit-elle que l'Arménie aurait trop de poids par rapport à l'Azerbaïdjan si elle se réunit avec le Haut-Karabakh et que le potentiel de conflit pourrait augmenter entre les deux pays du fait de l'augmentation de la puissance de l'Arménie.

Serge Sarkisian : Pourquoi y aurait-il un conflit ? Sur quoi peut-on se baser pour tirer de telles conclusions ? La communauté internationale aurait-elle décidé que nous devons rester ennemis pour des milliers d'années ? Quoi qu'il arrive, nous sommes voisins. Ni nous, ni les Azerbaïdjanais n'avons décidé de notre situation géographique. C'est un état de fait et nous devons l'accepter. Je ne pense pas que fonder notre politique sur le principe que le pire pour le voisin est le meilleur pour nous soit une bonne approche. C'est une approche soviétique. En Union soviétique on avait décidé qu'être riche était mal. Ne pouvons-nous penser que ceux qui sont plus riches peuvent être meilleurs ? Imaginez que vous viviez dans un bel appartement dans un quartier. Apprécieriez-vous pleinement votre vie si vos voisins vivaient dans de mauvaises conditions, dans la pauvreté, s'ils se disputaient, si le hall d'entrée était sale ?

Gérard-François Dumont : Afin de trouver une solution à cette question géopolitique du Haut-Karabakh, vous avez utilisé le mot compromis. Quel compromis est possible ?

Serge Sarkisian : Je pense en effet qu'il n'y a d'autre solution que le compromis. J'ai déclaré cela à plusieurs reprises. Aujourd'hui, les forces du Karabakh contrôlent certains territoires azerbaïdjanais. Ceci n'est pas le fruit d'une volonté d'occupation ou de conquête. Il s'agit de la décision raisonnée et pleinement réfléchie de créer une zone de sécurité. Dès lors que l'Azerbaïdjan et la communauté internationale offriront de meilleures garanties de sécurité à l'enclave du Haut-Karabakh, je ne pense pas que ces territoires seront nécessaires. Quel meilleur compromis que celui-ci ?

Gérard-François Dumont : Outre la question des territoires, un compromis pose aussi la question des réfugiés. Quelle est votre position sur ce point ?

Serge Sarkisian : Il y a trois types de réfugiés : les Arméniens qui ont fui l'Azerbaïdjan ; les Azerbaïdjanais qui ont quitté le Haut-Karabakh et vivent aujourd'hui en Azerbaïdjan ; enfin, les populations déplacées des territoires limitrophes du Haut-Karabakh. De quels réfugiés parlons-nous ?

Gérard-François Dumont : Nous avons vu les villages abandonnés par les Azéris au Haut-Karabakh lors du conflit militaire. Ces biens fonciers et immobiliers pose une question de droit, comme elle se pose par exemple à Chypre. Concernant les trois catégories de réfugiés, quelles seraient les actions qu'il faudrait conduire pour arriver à un accord ?

Serge Sarkisian : Je pourrais vous dire que, selon moi, tous les réfugiés doivent rentrer chez eux. Mais cette réponse vous satisferait-elle ? Le rapatriement ou le retour des réfugiés ne peut être une finalité. Nous devons éradiquer la cause, remédier à la situation qui a engendré ces déplacements de populations. Comment pouvez-vous imaginer que des réfugiés arméniens originaires de Bakou y retournent[1] dans les conditions actuelles ou que des Azerbaïdjanais qui ont quitté le Haut-Karabakh y reviennent aujourd'hui ? Croyez-vous qu'il soit possible de poster un policier auprès de chaque rapatrié ? Croyez-vous que l'hostilité ait disparu ? Nous ne pourrions parler de solution au problème des réfugiés que lorsque les questions de fond seront réglées. Après cela, il faudra du temps, car comme vous le disiez, il ne faudrait pas que les Azerbaïdjanais perçoivent une Arménie devenue plus forte comme un danger pour l'Azerbaïdjan. En ce qui concerne les territoires qui forment aujourd'hui la zone de sécurité, lorsque la question sera résolue et que l'armée se sera retirée, dès le jour suivant, les réfugiés pourront rentrer chez eux. Pour le Haut-Karabakh, le temps devra faire son œuvre pour

permettre à tous de s'adapter à la situation. Certains rentreront et d'autres pas. Quinze ans ont passé, vous savez. Pour certains le retour ne serait-il pas une autre déportation, un nouvel exode ?

Florence Mardirossian : Concernant le processus de négociation pour la résolution du conflit, dans le cadre de l'intangibilité des frontières que dit respecter la communauté internationale, serait-il plus acceptable d'accepter un Haut-Karabakh indépendant plutôt que réuni avec l'Arménie. Ne croyez-vous pas que la présence des autorités du Karabakh serait indispensable à la table des négociations ?

Serge Sarkisian : Oui, je la pense en effet obligatoire. Mais cela soulève une question délicate. Supposons que les Azerbaïdjanais posent des conditions et annoncent qu'ils cesseront toutes négociations si les représentants du Karabakh y participaient. Quelle serait alors la meilleure solution ? La rupture complète du dialogue ?

Gérard-François Dumont : Depuis 1997, les négociations se déroulent uniquement avec l'Azerbaïdjan et l'Arménie sans présence de représentants du Haut Karabakh.

Serge Sarkisian : Je ne dirais pas ça. Dans les formes vous pouvez le voir ainsi, mais la réalité est différente. Lorsque les co-présidents du groupe de Minsk[2] nous rendent visite pour des consultations, ils rencontrent également les dirigeants du Karabakh. Lorsqu'ils exposent leurs conditions, les autorités de la République du Karabakh en sont bien informées. Ce n'est pas comme si l'Arménie négociait dans le dos du Karabakh. Ce ne serait pas dans l'intérêt de l'Arménie. La formule actuelle est le moindre des maux et le jour pourrait venir... je crois que ce jour n'est pas loin. Au bout de dix ans, le pouvoir est en passe de changer au Karabakh, de nouveaux dirigeants seront bientôt aux affaires[3], et aucun d'entre nous ne sait quelles seront les exigences du peuple à l'égard du président nouvellement élu.

Gérard-François Dumont : La situation actuelle vous convient-elle ?

Serge Sarkisian : Je le répète une fois encore. Nous voulons une résolution de cette question et il n'y a d'autres moyens pour cela que la négociation, que le dialogue.

Gérard-François Dumont : Considérez-vous que le cessez-le-feu décidé en 1994 est respecté ?

Serge Sarkisian : Je pense qu'il l'est en effet, si l'on considère qu'il n'y a pas eu d'opération militaire depuis 13 ans. Nous n'avons pas peur de la guerre, mais nous ne voulons pas la guerre.

Gérard-François Dumont : Peut-on penser que le statu quo actuel est profitable à l'Arménie ?

Serge Sarkisian : Non, je ne pense pas que ce statu quo profite à l'Arménie. Mais encore faut-il savoir de quel statu quo nous parlons. Si nous comparons la situation aujourd'hui à celle qui prévalait en 1988 c'est une chose, si nous la comparons à celle de 1994, c'en est une autre. Dans le premier cas le statu quo n'est pas une bonne solution, dans le deuxième il l'est. Imaginons que le Karabakh participe au processus de négociation et que celui-ci se trouve dans quelques années dans l'impasse, on pourrait alors nous accuser de ne pas avoir été constructifs.

Gérard-François Dumont : Comment jugez-vous le rapport de force entre, d'une part, le Haut-Karabakh et le pays qui s'en considère le garant, l'Arménie, et d'autre part, l'Azerbaïdjan, sachant que les données disponibles laissent entendre une forte augmentation du budget militaire de l'Azerbaïdjan ?

Serge Sarkisian : Avant de répondre à cette question j'aimerais éclairer le point que nous évoquions précédemment et insister sur le fait que la communauté internationale ne se fait pas toujours le chantre du principe d'intégrité territoriale. Il est vrai qu'il s'agit d'une norme de jus cogens[4], mais, quand l'Union soviétique s'est effondrée, pourquoi la communauté internationale a-t-elle applaudi ? Pourquoi la communauté internationale encourage-t-elle le Kosovo à clamer son indépendance ? Nous pouvons dès lors tirer la conclusion suivante : si le droit à l'autodétermination des peuples ne représentait rien, ces situations n'auraient pas cours. Le principe de l'intégrité territoriale est intangible lorsque qu'il s'agit d'une agression. Lorsqu'il s'agit de l'effondrement de grands ou de petits empires, le concept d'autodétermination des peuples prévaut.

Quelle est la différence ? L'Union soviétique était un grand empire, l'Azerbaïdjan est un empire plus petit. L'Union soviétique était un grand empire et la Yougoslavie un empire plus petit.

Nous avons toujours affirmé que l'Arménie et les forces armées arméniennes étaient les garants de la sécurité du Nagorno-Karabakh. Aujourd'hui, le Nagorno-Karabakh peut assurer sa propre sécurité en s'appuyant sur ses propres forces armées, mais si demain l'Azerbaïdjan décidait d'une opération militaire, n'en doutez pas une demi-seconde, l'armée arménienne serait là avec toute sa force de frappe. Il n'y a aucun obstacle à cela.

En ce qui concerne le budget militaire de l'Azerbaïdjan, je ne connais pas un seul exemple de pays qui se soit doté de forces armées opérationnelles en comptant seulement sur l'argent. Je ne pense pas que le budget d'Israël soit beaucoup plus important que celui des puissances auxquelles il est confronté. S'il était seulement question d'argent, les armées les plus puissantes du monde seraient celles des pays producteurs de pétrole. Je ne crois pourtant pas que ce soit le cas. Je ne voudrais pas cependant que vous vous mépreniez, je ne sous-estime pas le rôle de l'argent. Sans argent on ne peut pas bâtir une armée.

Florence Mardirossian : Les interférences politiques entre l'Arménie et le Haut-Karabakh restent difficiles à comprendre. Les dirigeants issus du Haut-Karabakh voient-ils les choses différemment lorsqu'ils prennent des responsabilités à Erevan ?

Serge Sarkisian : J'en conclus au ton de votre question que vous n'avez pas une idée très claire de la réalité. Vous posez comme un a priori que les personnes originaires du Haut-Karabakh ou les habitants du Haut-Karabakh qui participent au gouvernement arménien sont animés d'un sentiment anti-occidental, ce qui ne reflète pas du tout la réalité. Deuxièmement, vous dites que les dirigeants arméniens originaires du Haut-Karabakh oublient complètement le Karabakh, ce qui ne reflète pas non plus la réalité. Et, troisième point, selon vous, il semblerait que les dirigeants originaires du Haut-Karabakh soient contre une ouverture de la frontière entre l'Arménie et la Turquie, ce qui n'est pas la réalité du tout. Il n'y a qu'une vérité : plus le gouvernement arménien comptera de personnes capables d'une approche réaliste de la question du Haut-Karabakh, mieux ça vaudra pour le Haut-Karabakh. La seconde réalité est la suivante : nous ne devons pas nous soucier des racines, de qui vient d'Arménie,

qui du Haut-Karabakh. Enfin, la troisième réalité, la plus importante sans doute : ce terme de Karabakhtci est artificiel. Lorsque j'ai été nommé ministre de la défense de l'Arménie en 1993, au plus fort de la guerre, personne n'a songé alors à me qualifier de Karabakhtci. Ce terme est apparu en 1997 lorsqu'une controverse s'est fait jour avec l'ancien président sur la question du Haut-Karabakh. C'est à cette époque-là qu'on a commencé à parler de Karabakhtci, et par ce terme, il ne faut pas seulement entendre originaire du Haut-Karabakh, mais plutôt " ceux qui sont avec nous, qui partagent nos convictions". On peut être originaire de Gyumri et être qualifié de Karabakhtci.

Gérard-François Dumont : La situation du Haut-Karabakh apparaît très particulière. Ce territoire a déclaré son indépendance depuis seize ans et dispose de son propre corps électoral, de son propre gouvernement, de son propre Parlement, mais ne dispose d'aucune reconnaissance internationale. Même l'Arménie, qui dispose de son côté de son propre corps électoral, de son propre gouvernement, de son propre Parlement, ne l'a pas reconnu. Cela signifie-t-il que l'ambition de l'Arménie est de mettre en place un système fédératif réunissant l'Arménie et le Haut-Karabakh ?

Serge Sarkisian : Je n'exclus rien. Il se peut, à la faveur des circonstances, que l'Arménie reconnaisse l'indépendance du Haut-Karabakh. Je n'exclus pas que l'Arménie et le Haut-Karabakh s'unissent pour former un pays. Je n'exclus pas la fédération et je n'exclus pas l'indépendance du Haut-Karabakh. Cela dépendra de la situation. La seule chose que j'exclus, c'est un Haut-Karabakh rattaché à l'Azerbaïdjan.

Florence Mardirossian : L'Arménie souhaitant être moins enclavée pourrait aussi être tentée d'échanger l'ouverture de la frontière avec la Turquie en cédant sur le Haut-Karabakh ?

Serge Sarkisian : Pour moi, un développement de ce type n'est absolument pas envisageable. Le gouvernement arménien ne peut s'engager dans cette voie. Il a essayé une fois par le passé. Tant que je serai dans mes fonctions ceci est exclu. En 1988, le gouvernement soviétique avait offert des milliards de roubles pour le Haut-Karabakh ; quant à l'Azerbaïdjan, il a essayé à maintes reprises de faire passer ses pipe-lines par le territoire arménien. Ils avaient fait toutes les promesses, mais nous ne pouvons pas nous vendre. La question du Haut-Karabakh n'est pas affaire de spéculation financière. Si l'on optait pour un arrangement de cette nature, il ne resterait plus d'Arméniens dans la région. Il existe des gens pour penser que tel est le chemin à emprunter, mais ces gens-là doivent avoir la capacité de former un gouvernement.

Florence Mardirossian : Nous revenons également de la Djavakhétie qui est, comme vous le savez, une région du sud de la Géorgie, frontalière de l'Arménie et majoritairement peuplée d'Arméniens, où des incidents se sont déroulés notamment en 2005. Les entretiens que nous avons eus montrent que les tensions n'apparaissent guère apaisées. Que pensez-vous de cette situation ?

Serge Sarkisian : Nous ne souhaitons pas soulever la question de la Djavakhétie, qui pour nous, se pose dans les termes suivants : les Arméniens doivent pouvoir vivre sur ce territoire, et ils y vivent. Les autorités géorgiennes ne nous ont jamais empêchés d'aider les populations qui vivent dans cette région. Si demain, l'Arménie trouvait 10 milliards et décidait de les allouer à la Djavakhétie, la Géorgie n'y verrait aucun problème. Les Arméniens de Djavakhétie ont la possibilité d'apprendre leur langue, de parler dans leur propre langue. Au Haut-

Karabakh la situation était différente.

Gérard-François Dumont : Notre voyage en Djavakhétie nous a conduit à constater l'évident enclavement de cette région. Par exemple, il existe une route carrossable en Arménie jusqu'à la frontière géorgienne. Puis, dès le poste frontière géorgien, plus rien n'est carrossable à un point difficilement imaginable. Il en est de même pour se rendre de Djavakhétie vers Tbilissi. On est conduit à se demander si une telle situation n'est pas volontaire par souci de géopolitique interne d'isoler cette région ?

Serge Sarkisian : Si cette région est isolée, l'erreur nous en incombe. Il y aura certainement une route. Vous devez également prendre d'autres facteurs en considération. Il peut arriver qu'il n'y ait pas d'électricité à Tbilissi, ce qui n'est pas le cas en Djavakhtie où nous avons installé des lignes électriques. Pensez-vous que les Géorgiens s'y opposeraient si nous construisions des routes en Djavakhétie ? Pensez-vous que les Géorgiens trouvent qu'il y va de leur intérêt de tout apporter, d'investir tout leur argent en Djavakhétie ? Pensez-vous que toute la population géorgienne demeure en Géorgie ? Que toute la population arménienne est en Arménie et toute la population de l'Azerbaïdjan en Azerbaïdjan ?

Gérard-François Dumont : Nous nous interrogeons aussi sur les migrations éventuelles des Arméniens de Djavakhétie et peut-être sur une hémorragie démographique dans cette région de Géorgie, d'autant que nous avons aussi constaté des entraves graves à la liberté religieuse, celle des Géorgiens d'origine arménienne aux pratiques de leur église apostolique, entraves d'ailleurs en partie reconnus dans le rapport annuel officiel de l'ombudsman de Géorgie.

Serge Sarkisian : Je pense que votre recherche est incomplète. Peut-être vous basez-vous sur le fait qu'à Gyumri, qui fait partie de l'Arménie mais se trouve près de la Djavakhétie, la population a augmenté, ce qui n'est pas le cas en Djavakhétie. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de problèmes, je maintiens simplement que ces problèmes se trouvent accentués lorsque les conditions socio-économiques se dégradent. La pauvreté touche en priorité le plus pauvre. Pour les locaux, la menace semble plus importante. Lorsqu'ils disent ne pas pouvoir pratiquer leur religion, je ne le crois pas, il y a là-bas des églises très actives. Me dites-vous qu'on les empêche de prier ? Dans le Haut-Karabakh c'était différent. Pendant 60 ans, les églises n'ont pu officier. En 50 ans, le tissu social a changé de 25 à 30 %.

Gérard-François Dumont : Le poids démographique relatif de l'Arménie ne cesse de baisser dans sa région, en raison d'une fécondité assez peu élevée, même si elle semble moins abaissée qu'en Géorgie, mais aussi d'une certaine émigration des Arméniens. Dans votre programme, vous avez annoncé le projet de faciliter l'installation en Arménie d'Arméniens de la diaspora. Pouvez-vous préciser ce projet ?

Serge Sarkisian : Je pense qu'une nation dont les deux tiers des représentants vivent à l'étranger se doit de créer les conditions qui permettent à ceux qui le souhaitent de développer des activités dans leur mère patrie, et de le faire à opportunités égales. Voilà l'idée générale : le monde entier s'est développé grâce aux investissements tant humains que matériels, intellectuels et autres. Pourquoi n'en ferions-nous pas de même ici ? Parmi nos ministres, nombreux sont ceux qui, à l'instar du ministre actuel des Affaires étrangères, ne sont pas nés en Arménie. Nous nous devons d'utiliser ces ressources. Le sens de tout cela est de réunir notre diaspora. Ceci peut paraître impossible, d'autant plus impossible que certains de ses

membres ont atteint les sommets dans leur domaine d'activité dans des conditions difficiles et très compétitives à l'étranger. Nous nous devons pourtant d'essayer de les encourager à unir leurs efforts, au moins dans certains domaines. Notre diaspora compte plusieurs partis politiques, ces partis ont une histoire longue de plusieurs centaines d'années. Nous avons des Arméniens catholiques, nous avons des Arméniens évangélistes, mais rien ne les empêche de s'unir sur la question du Haut-Karabakh. Il n'y a pas de différend entre eux sur la question du renforcement de l'armée arménienne. Nous devons trouver d'autres terrains sur lesquels fédérer leurs efforts.

Gérard-François Dumont : Au moment où l'Iran inquiète nombre d'acteurs géopolitiques, il semble le seul pays limitrophe avec lequel l'Arménie entretient des relations normales au plan diplomatique comme au plan économique, comme on peut le constater en voyant passer ces centaines de camions iraniens qui remontent de la frontière iranienne ou y retournent. Donc l'Arménie a-t-elle véritablement de bonnes relations avec l'Iran ?

Serge Sarkisian : Bien entendu. Nous avons de très bonnes relations économiques avec l'Iran. Sur les autres questions, de politique, de sécurité etc. nous en sommes seulement à la phase de consultation. L'Iran est un pays extrêmement important, et pour l'Arménie, c'est un voisin. Nous intégrons ce contexte et nous ne pouvons négliger notre intérêt national au profit d'autres intérêts. Je vous donne un exemple : l'indépendance et la souveraineté de l'Arménie tiennent seulement à un pipe-line qui transporte du gaz et entre sur notre territoire après avoir traversé plusieurs pays et des régions très dangereuses, telle entre autres, la Tchéchénie. Nous n'avons pas le droit de lier le futur de notre peuple à ce seul pipe-line, c'est la raison pour laquelle nous construisons un second pipe-line depuis l'Iran. Il n'y pas d'autre voie, pas d'autre route. S'il y en avait une, nous la prendrions. Qu'en pensez-vous ? Le second pipe-line n'a-t-il pas permis à l'Arménie de renforcer son indépendance et sa souveraineté d'au moins 20 à 30% ? Bien sûr que si, c'est évident. Je ne connais pas un seul pays qui soit prêt à brader ses propres intérêts pour rien. Et grâce à Dieu, sur ce point nous sommes compris. Ceux qui pensent que nous ferions mieux de ne pas coopérer avec l'Iran seraient bien inspirés d'unir leurs efforts pour essayer d'ouvrir la frontière avec la Turquie.

Gérard-François Dumont : Finalement, la situation de l'Arménie ne serait-elle pas meilleure, si elle ne souffrait pas d'un enclavement géopolitique.

Serge Sarkisian : Ce serait plus facile, mais je ne pense pas que nous devions rester assis, les bras croisés, à nous lamenter sur une période de l'histoire qui a été défavorable à l'Arménie. Nous devons au contraire tirer les conclusions de cet épisode et oeuvrer au renforcement de la sécurité de notre pays.

Notes

[1] À la suite des pogroms anti-arméniens de Bakou, environ 300 000 arméniens vivant dans cette ville ont été contraints à l'exode en 1990 (Note de G.-F. D.).

[2] Le Groupe de Minsk a été formé en 1992 dans le cadre de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, OSCE, pour la préparation d'une conférence de paix pour le règlement du conflit au Haut-Karabakh. Cette conférence n'a pu être tenue jusqu'à présent en raison de l'opposition des parties en conflit. Le Groupe de Minsk s'occupe dès lors de la médiation de ce conflit. Treize États membres de l'OSCE (dont la Russie, la France, les États-

Unis...), y compris les deux belligérants, Arménie et Azerbaïdjan, en font partie (Note de G.-F. D.)

[3] Le mandat du président sortant du Karabach n'étant pas renouvelable, les élections présidentielles de juillet 2007 sont appelées à élire un nouveau président de la République (Note de G.-F. D.).

[4] C'est-à-dire les normes du droit international (Note de G.-F. D.)

Copyright fin 2007-Dumont-Mardirossian / *Géostratégiques*

P.-S.

S. Sarkisian est Président de la République d'Arménie. Entretien conduit par G.-F. Dumont et F. Mardirossian